



THIERRY AFSCHRIFT
PROFESSEUR
ORDINAIRE À L'ULB

Les obstinés des restrictions

Enfin, nous retrouvons quelque espoir dans cette longue et abominable période marquée depuis mars 2020 par les restrictions sous prétexte de Covid-19. Nous voyons les multiples “mesures” levées, certes avec une sage lenteur, par les gouvernements, en Belgique comme ailleurs. Les progrès de la médecine, et surtout la découverte des vaccins par des entreprises privées efficaces, nous font espérer que tout cela est désormais terminé malgré les erreurs multiples des gouvernements et la lenteur initiale des campagnes de vaccination en Europe continentale.

Mais pour l'heure, toutes les restrictions n'ont pas disparu et il subsiste des absurdités, comme ces pays dont l'accès demeure limité parce que la Belgique les considère comme “zone rouge” alors qu'ils font de même avec la Belgique. Logiquement, se déplacer dans une zone moins contaminée que notre pays devrait impliquer une réduction de risques et non des formalités de test et de quarantaine au retour...

Et puis il subsiste quelques acharnés des mesures qui veulent absolument en maintenir certaines. Voyez notre ineffable ministre de la Santé, qui annonce qu'il y aura encore, même après la mi-juillet, des comités de concertation covid. Et il y a aussi cette crainte affichée par nos habituels experts, qui ont toujours trouvé que l'on allait trop lentement dans l'introduction de nouvelles mesures et estiment chaque fois que la levée des anciennes est trop rapide. Certains, comme Erika Vlieghe, annoncent déjà qu'il faudra en rétablir plusieurs à l'automne, soit à un moment où l'on nous garantit qu'on aura vacciné tous ceux qui le veulent bien.

Certes, des experts ont toujours tendance à privilégier les questions qu'ils connaissent, en l'occurrence la propagation des épidémies, au détriment d'autres, en l'occurrence les libertés civiles. Et on veut croire qu'ils ne sont pas animés, même sans en avoir conscience, par une espèce de nostalgie d'une période où eux qui étaient habituellement voués à l'anonymat sont brusquement deve-

nus célèbres et puissants, craignant dès lors de retourner dans l'ombre.

Les critiques à l'égard de certains experts ne justifient de toute façon pas les menaces dont ils ont parfois fait l'objet. Ce n'est d'ailleurs pas à eux qu'il faut s'en prendre. Les experts n'ont, dans notre système démocratique, aucun pouvoir. Ceux qui les écoutent, comme l'ont fait le ministre de la Santé et le Premier ministre, sont les responsables des mesures sans doute inutiles qui ont ruiné notre économie, porté une atteinte inégalée à nos libertés, et nous ont forcés à l'isolement social pendant plus d'un an.

Aujourd'hui, une récente étude américaine menée dans 43 pays et les 50 Etats américains aboutit à la conclusion que, si l'on tient compte de



On sait qu'une majorité de la population aime toujours voir les ministres décider “quelque chose”, surtout si cela n'affecte que les autres.

toutes les causes d'excès de mortalité, y compris les suicides, les retards de traitement de certains malades non-covid et les overdoses, les *lockdowns* ont aggravé la situation sanitaire partout où ils ont été ordonnés.

Le problème n'est sans doute pas l'incompétence des “experts”, qui n'est pas établie, mais le fait que les gouvernants ont toujours tendance à davantage écouter ceux qui veulent introduire les mesures les plus fermes que ceux, systématiquement réduits au silence, qui pensent que l'interventionnisme n'est pas nécessaire. Or, il s'agit là de pure démagogie parce que l'on sait qu'une majorité de la population aime toujours voir les ministres décider “quelque chose”, surtout si cela n'affecte que les autres. **1**